Comment l'Europe finance marchands d'armes et sociétés corrompues

Qu'est-ce que le Fonds européen de la défense?

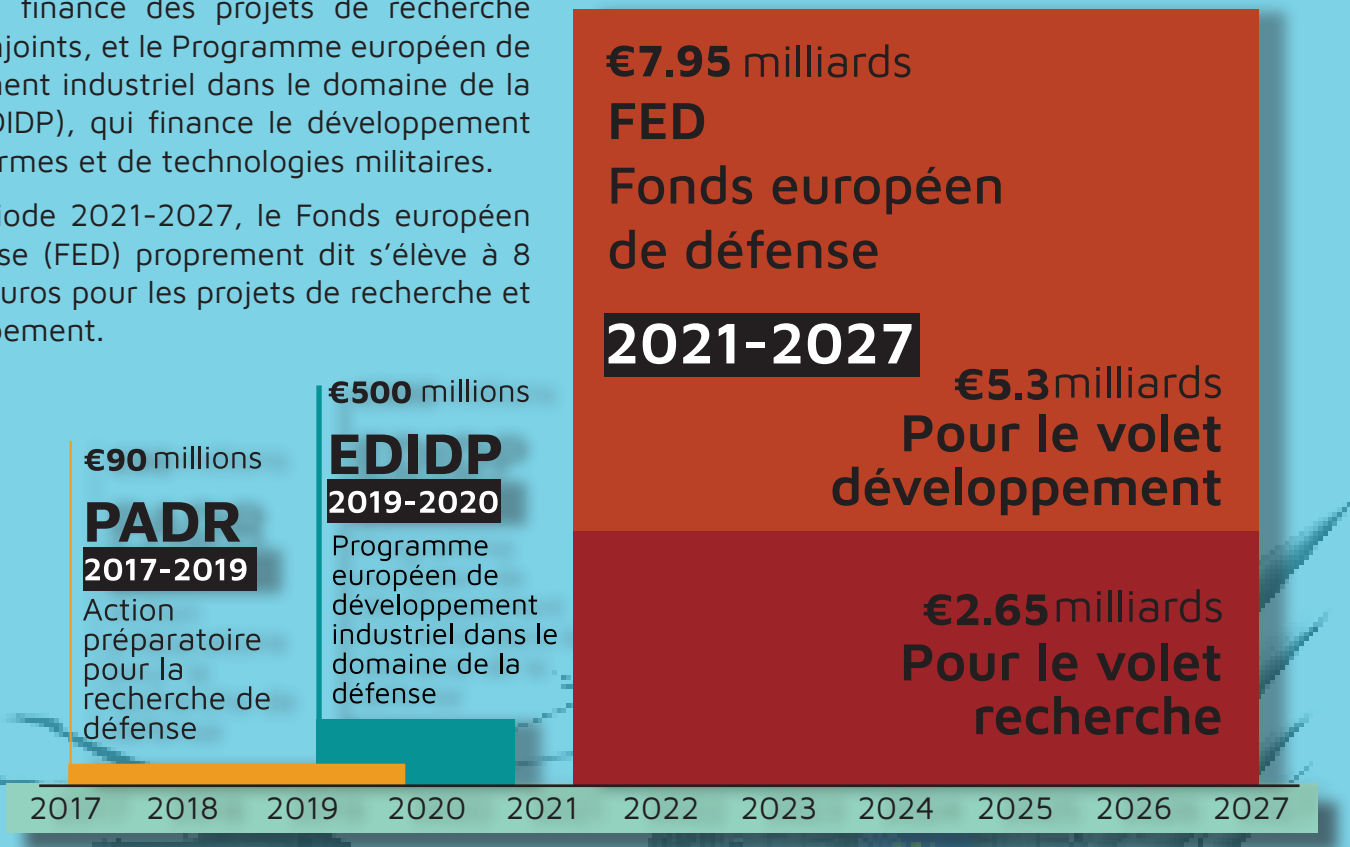
En 2017, l'UE a approuvé le financement de la recherche et développement (R&D) pour de nouvelles armes et technologies militaires, brisant ainsi la ligne rouge selon laquelle le budget communautaire ne devait pas financer des activités militaires.

Plus d'un demi-milliard d'euros ont été consacrés à la R&D militaire par le biais de deux programmes précurseurs : l'Action préparatoire pour la recherche en matière de défense (PADR), qui finance des projets de recherche militaire conjoints, et le Programme européen de développement industriel dans le domaine de la défense (EDIDP), qui finance le développement conjoint d'armes et de technologies militaires.

Pour la période 2021-2027, le Fonds européen de la défense (FED) proprement dit s'élève à 8 milliards d'euros pour les projets de recherche et de développement.

Les objectifs du Fonds sont de développer la prochaine génération d'armements et de stimuler la compétitivité mondiale de l'industrie européenne de l'armement, et donc sa capacité à exporter.

Le FED et ses programmes précurseurs font partie d'un processus de militarisation de l'UE qui s'accélère et manque de contrôle parlementaire[1].



ENAAT
european network against arms trade

1 Voir "Une Union militarisée, comprendre et affronter la militarisation de l'Union européenne", Rosa-Luxemburg-Stiftung et ENAAT

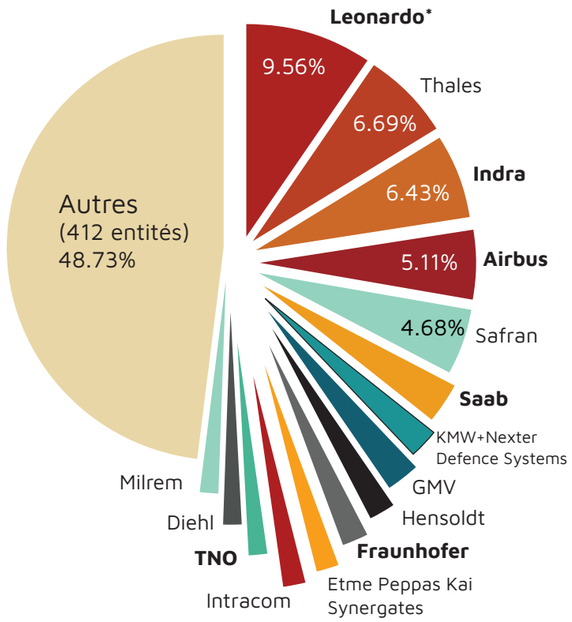
Qui profite le plus du Fonds européen de la défense en 2017-2020 ?

La ventilation détaillée des fonds alloués par le PADR et l'EDIDP a maintenant été publiée pour 73,6% du budget total (€434,45 millions sur un total de €590 millions, dont une petite partie va aux frais administratifs).

Cependant, des informations manquent encore pour quelques projets annoncés, sans que l'on sache si les projets sont en cours, toujours en négociation ou annulés. Il est à noter qu'aucune valeur contractuelle n'a été publiée pour deux projets phares attribués directement : MALE-RPAS (Eurodrone) et ESSOR (communications interopérables).

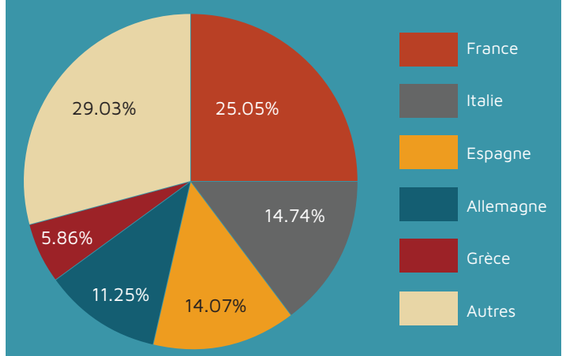
TOP 15 des bénéficiaires du PADR et de l'EDIDP

% inclut leurs filiales et coentreprises (% de financement en fonction de leur % de participation)



***Les entreprises en gras étaient membres du GdP de 2016**

Top 5 des pays bénéficiaires



Les quatre grands (France, Italie, Espagne et Allemagne) obtiennent à eux seuls près des deux tiers (65,1 %) du financement alloué jusqu'à présent.

Au total, 427 entités différentes ont reçu un financement au titre du PADR et de l'EDIDP, la plupart étant des entreprises d'armement et des centres de recherche privés, ainsi que quelques organismes publics.

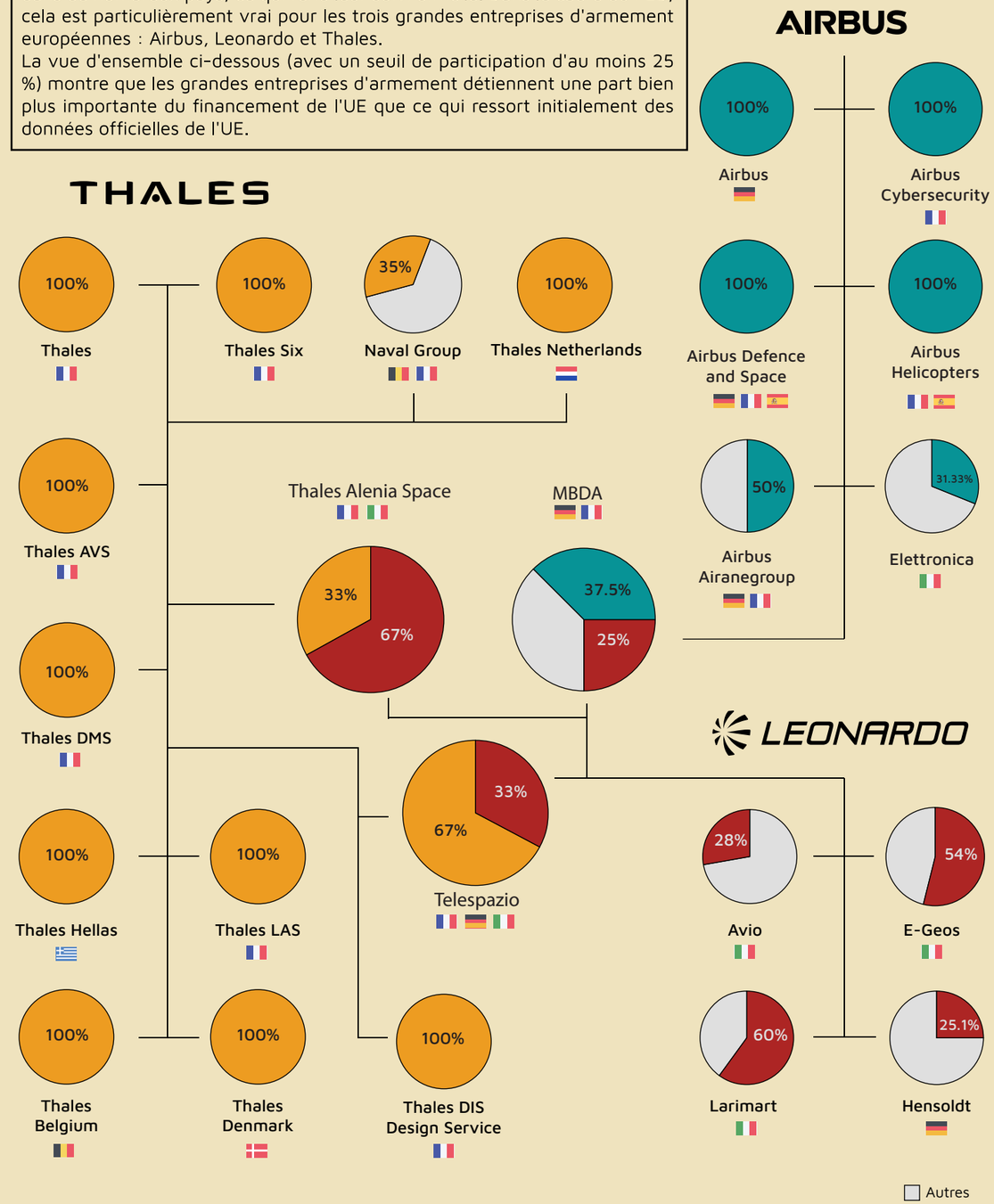
Les 15 premiers bénéficiaires ont reçu 51% des budgets alloués. Les entreprises/instituts représentés dans le Groupe de personnalités [2] représentent 28% des budgets alloués.

MBDA, également membre du GdP, pourrait figurer dans la liste des 15 premiers bénéficiaires mais est inclut dans les chiffres de ses propriétaires (37,5% Airbus ; 37,5% BAE Systems (pas dans le top 15) et 25% Leonardo).

2 En 2016, la Commission a mis en place un Groupe de personnalités (GdP) chargé de fournir des conseils sur un éventuel financement européen de la R&D militaire. Le GdP était dominé par des représentants de grandes entreprises d'armement et de centres de recherche européens. Les caractéristiques des programmes de financement suivent largement les recommandations de ce groupe.

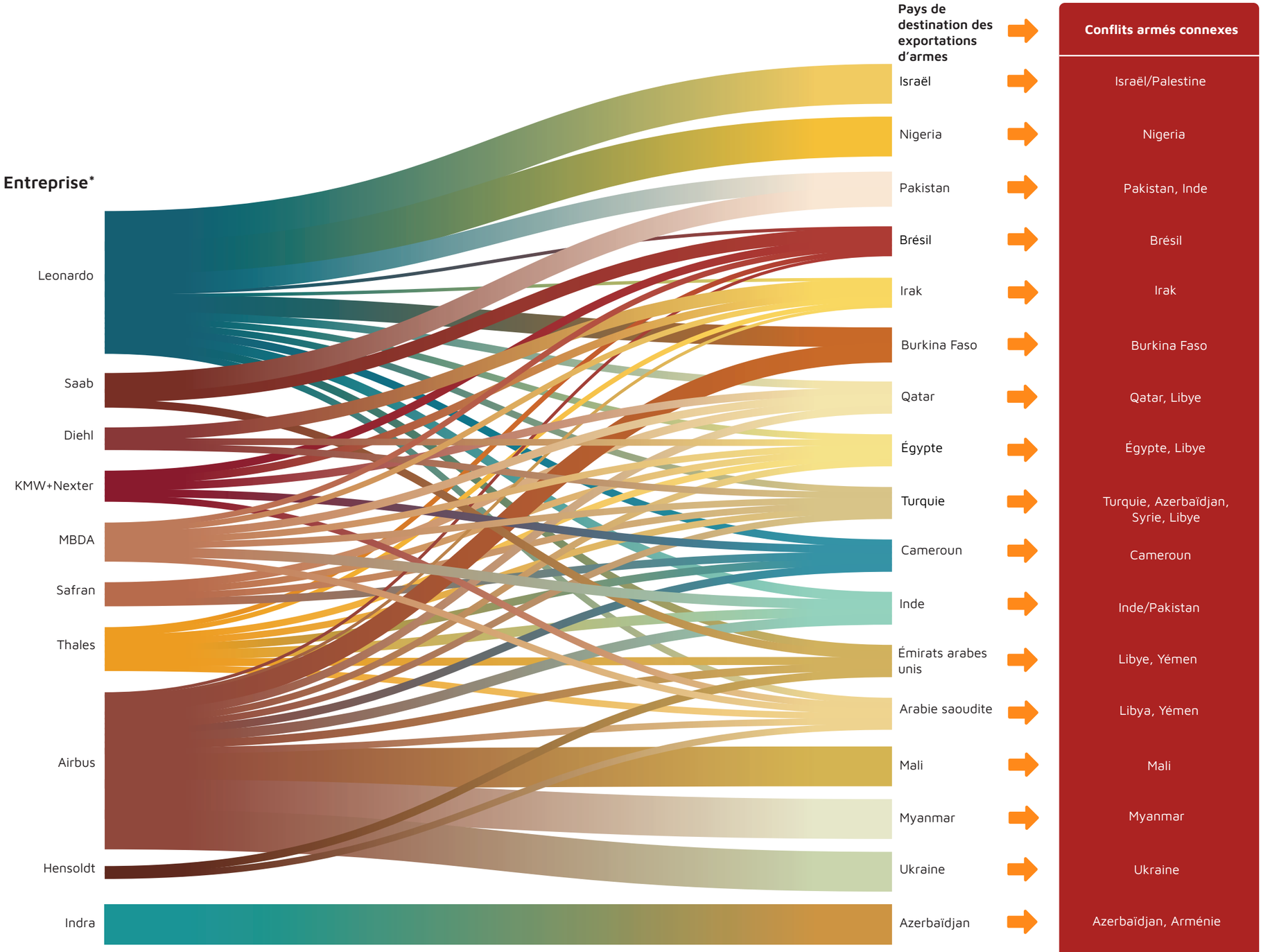
Les conglomérats qui profitent le plus du FED : Airbus, Leonardo, Thales

Les grandes entreprises d'armement disposent souvent d'un réseau complexe de sociétés, de filiales et de coentreprises (joint-ventures) situées dans de nombreux pays, ce qui rend leur suivi difficile. Dans le cadre du FED, cela est particulièrement vrai pour les trois grandes entreprises d'armement européennes : Airbus, Leonardo et Thales.
La vue d'ensemble ci-dessous (avec un seuil de participation d'au moins 25 %) montre que les grandes entreprises d'armement détiennent une part bien plus importante du financement de l'UE que ce qui ressort initialement des données officielles de l'UE.



Bénéficiaires et exportations d'armes

Où les principaux bénéficiaires exportent-ils des armes, et quels conflits alimentent-ils ?



* Le graphique ne reflète pas le volume réel des exportations, mais uniquement la relation entre les entreprises et les pays.

Parmi les 15 principaux bénéficiaires, deux sont des instituts de recherche (Fraunhofer et TNO), un (Etme Peppas) est une société d'ingénierie, les douze autres sont des entreprises d'armement.

La plupart de ces douze entreprises sont impliquées dans des exportations d'armes controversées, avec un risque élevé que l'armement soit utilisé dans des zones de conflit, selon la base de données ExitArms.org.

Non seulement ces exportations alimentent les conflits, mais elles renforcent également les régimes autoritaires et connus pour violer les droits humains comme l'Égypte, l'Arabie saoudite et la Turquie.

GMV, Intracom et Milrem ne figurent pas dans la base de données ExitArms.org, car celle-ci se concentre sur un nombre limité de conflits. Mais cela ne signifie pas qu'ils ne sont pas impliqués dans des ventes de matériel militaire et de sécurité controversées. Par exemple :

- Milrem est impliqué dans le développement et la production de véhicules terrestres sans pilote de combat controversés, qui peuvent être équipés de mitrailleuses, de lance-grenades et de missiles antichars. Par exemple le THeMIS UGV, qui a été vendu au régime militaire de la Thaïlande[3].

- GMV et Intracom sont impliqués dans la militarisation des frontières extérieures de l'UE et au-delà, au détriment des droits humains des personnes en déplacement (refoulements, coopération avec les autorités libyennes, etc)[3].

3 Voir la version en ligne de la publication pour les liens vers les sources.

Bénéficiaires et corruption

La corruption, définie comme l'abus de pouvoir à des fins privées, est à la base du commerce mondial des armes. La corruption est la principale raison pour laquelle de nombreux pays :
a) achètent des armes inadaptées à leur usage ; b) achètent à des prix largement gonflés qu'ils ne peuvent se permettre ; ou c) achètent des équipements militaires coûteux dont ils n'ont pas besoin au détriment du bien-être et de la sécurité de leurs citoyens.

La corruption dans le commerce des armes prend différentes formes : pots-de-vin, dépenses non comptabilisées, détournements de fonds, commissions occultes et compensations (réinvestissements dans l'économie du pays acheteur d'armes). Les compensations sont généralement utilisées pour justifier les achats d'armes, mais elles peuvent aussi servir à distribuer clandestinement d'autres avantages à des clients et à des soutiens, ou à créer d'autres conflits d'intérêts. La corruption permet à des élites malhonnêtes de consolider leur pouvoir, ce qui finit par nuire aux pratiques démocratiques et à l'État de droit.

Il faut souvent plusieurs années, voire des décennies, pour que les affaires de corruption avérées ne soient connues du public, en raison de la durée des enquêtes avant que les accusations ne soient rendues publiques. Très souvent les entreprises accusées de corruption subissent des conséquences financières mais peuvent continuer à vendre des armes parce que a) l'accusation ne peut pas prouver l'ampleur de la corruption ; b) les parties conviennent d'un accord ; ou c) les accusations sont portées contre des employés plutôt que contre les entreprises elles-mêmes.

Les fabricants d'armes européens sont souvent initiateurs et/ou vecteurs de la corruption, remportant des contrats à l'abri des regards grâce au secret-défense imposé au nom de la sécurité nationale, et utilisant souvent des intermédiaires afin de dissimuler les flux d'argent et réseaux d'influence.

Les bénéficiaires suivants du Fonds européen de la défense ont à leur actif de sérieux cas ou allégations de corruption[4]. Financer ces sociétés n'enfreint pas la réglementation européenne, mais on peut s'interroger sur les implications morales, éthiques et juridiques de subsidier des sociétés pour lesquelles il existe des preuves sérieuses de corruption.

THALES, SAAB : LE 'DEAL' SUD-AFRICAIN

En 1999, le gouvernement sud-africain a annoncé l'achat de matériel militaire (dont 4 corvettes de patrouille MEKO A200 (Thyssenkrupp) équipées de systèmes de combat Thales et 27 Gripens de SAAB, entre autres) pour un montant supposé de 3 milliards de dollars (un chiffre qui a plus que doublé depuis). 300 millions $ auraient été versés sous forme de commissions et de pots-de-vin à des intermédiaires, des politiciens de haut rang, des fonctionnaires et le parti ANC au pouvoir. Dans un procès en cours en Afrique du Sud, il est allégué que l'ancien président Jacob Zuma a reçu de Thales 34'000 $ par an depuis 1999, comme paiement en échange de sa protection contre toute d'enquête sur Thales.

KMW & NEXTER SYSTEMS : FORCES TERRESTRES GRECQUES ET CORRUPTION ALLEMANDE

En 2013, Antonis Kantas, un ancien responsable des marchés publics grecs, a affirmé que des représentants de KMW lui ont versé 0,5% d'un marché d'obusiers (environ 820'000 €), tandis qu'un autre représentant a laissé 600'000 € sur son canapé pour apaiser les inquiétudes concernant l'achat de chars Léopard 2. Les procureurs ont déterminé que KMW a versé à elle seule pas moins de 7,9 millions € pour obtenir son contrat.

LE SYSTÈME DE CORRUPTION D'AIRBUS

En 2020, Airbus a admis avoir utilisé des intermédiaires pour corrompre des fonctionnaires gouvernementaux, ainsi que des dirigeants de compagnies aériennes non gouvernementales, sur au moins 19 marchés dans le monde, dont le Vietnam, la Russie, la Malaisie, le Ghana, l'Indonésie et la Colombie. Airbus a accepté de payer près de 4 milliards $ d'amendes dans le cadre d'un Accord de poursuite différée (DPA) pour avoir influencé l'achat d'avions commerciaux et militaires. Certains des acteurs impliqués ont été condamnés à des peines de prison.

SAAB : VENTES D'AVIONS DE COMBAT GRIPEN A LA REPUBLIQUE TCHEQUE ET A LA HONGRIE

En 1999, la République tchèque et la Hongrie ont lancé des procédures d'achat pour acquérir de nombreux avions Gripen. Les allégations de corruption portent sur un réseau d'agents employés par les entreprises d'armement et des pots-de-vin d'un montant de €2,6 millions €, versés à des hommes politiques d'Europe centrale pour faire pencher la balance en faveur du Gripen. Depuis lors SAAB a réussi à éviter les sanctions, et BAE Systems a versé 400 millions $, dans le cadre d'un accord financier prétendant compenser ses activités contraires à l'éthique en Europe centrale. Jusqu'à présent il n'y a pas eu de preuves suffisantes pour que des condamnations soient prononcées, mais l'enquête se poursuit.

LE CAS NAVANTIA-VENEZUELA

En 2005, le Venezuela a acheté 8 patrouilleurs Navantia pour 1,2 milliard €. En 2021, un tribunal espagnol a jugé que 3,5% du montant, soit 42 millions, avait été versé sous forme de commissions à des intermédiaires vénézuéliens. Toutefois, comme cet argent provenait de caisses vénézuéliennes et qu'aucune entité espagnole n'a été escroquée, Navantia a échappé à une accusation de détournement de fonds publics et l'affaire a été classée.

LEONARDO : LE MARCHÉ INDIEN DES HÉLICOPTÈRES VVIP

En 2010, l'Inde a acheté 12 hélicoptères de transport VVIP (Very Very Important Person) à AgustaWestland (aujourd'hui Leonardo). AgustaWestland a versé jusqu'à 51 millions € à des fonctionnaires indiens pour manipuler les spécifications de l'appel d'offres en sa faveur et conclure le marché. Les hélicoptères étaient incapables de voler aux altitudes requises pour traverser l'Himalaya. Des hauts fonctionnaires du pays exportateur ont été poursuivis, ce qui a conduit à l'annulation du contrat.

INDRA

Il n'y a pas d'affaire connue concernant les systèmes de défense d'Indra, mais la société a été mêlée à des scandales de corruption très médiatisés en Espagne et en Angola dans le secteur de la technologie électorale.

SAFRAN

Safran a déjà été condamnée à des amendes dans des affaires de corruption antérieures à 1999, notamment pour la vente de 60 chasseurs Mirage à Taïwan en 1992 (amende de 29 millions €). Dans le secteur civil, Safran a également dû payer 500 000 € pour avoir soudoyé des fonctionnaires nigérians afin d'obtenir un contrat de 214 millions $ portant sur des cartes d'identité en 2001.

GMV

Pas de cas connu dans le secteur militaire, mais en mars 2021, une filiale de GMV, Grupo Mecánica del Vuelo Sistemas S.A.U., a été frappée d'interdit par la Banque mondiale pendant 3 ans et demi pour pratiques collusoires, corrompues et frauduleuses liées à deux projets de développement au Vietnam.

HENSOLDT

Aucune allégation publique de corruption depuis la création de l'entreprise en 2017, date avant laquelle elle faisait partie d'Airbus Group. Aujourd'hui, 25,1 % de la société est détenue par Leonardo SpA.

INTRACOM

Pas d'allégations solides de corruption, bien qu'elle ait été récemment accusée de gonfler des factures dans divers projets militaires et civils.

DIEHL

Aucune allégation publique de corruption depuis la création de DIEHL en 2004.

MILREM

Aucune allégation publique de corruption depuis la création de MILREM en 2013.

4 Voir la version en ligne de la publication et le Corruption Tracker pour les sources

Informations générales sur le fonds européen de la défense

Le processus décisionnel concernant le PADR et l'EDIDP a été fortement influencé par l'industrie de l'armement, et les caractéristiques de ces programme de financement suivent en grande partie les recommandations d'un groupe de personnalités (GdP) que la Commission avait mis en place en 2016 et qui était dominé par des représentants de l'industrie militaire, de centres de recherche et du principal groupe de pression du secteur (9 membres sur 16).

Comment le FED fonctionne-t-il en pratique?

Les propositions de projets doivent être présentées par des consortiums d'au moins 3 'entités' de 3 pays européens et sont sélectionnées par le biais d'appels à propositions annuels, à l'exception de quelques attributions directes à des projets communs existants comme l'Eurodrone.

Les contrôles éthiques prévus dans le processus de sélection ne répondent pas aux normes minimales, et les procédures d'évaluation des risques se limitent essentiellement à une liste de cases à cocher par les candidats eux-mêmes.

Pour plus d'informations, lisez notre rapport "Attiser les flammes : comment l'UE alimente la course aux armements" disponible sur www.enaat.org.

Les bases de données suivantes ont servi de source primaire pour cette publication:

- Open Security Data Europe, une plateforme publique qui suit et informe sur les bénéficiaires des budgets européens finançant des projets liés à la sécurité, civile et militaire (opensecuritydata.eu).
- The Corruption Tracker, un outil de suivi en ligne des cas et des allégations solides de corruption dans le cadre du commerce mondial des armes (corruption-tracker.org).
- ExitArms, une base de données sur les exportateurs d'armes qui alimentent les guerres, gérée par les ONG Urgewald et Facing Finance (exitarms.org).

Pour de plus amples informations sur le Fonds européen de la défense et la militarisation de l'UE, voir www.enaat.org/european-union

Contact:

info@enaat.org @_ENAAT @noEUmoney4arms

Cette fiche d'information a été rédigée par des chercheurs de Stop Wapenhandel et du projet Corruption Tracker, et coordonnée par le projet UE de l'ENAAT.

ENAAT
european network against arms trade

Corruption Tracker

Stop Wapenhandel

Cette publication a reçu le soutien de Rosa-Luxemburg-Stiftung, avec le soutien financier du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. Cette publication relève de la seule responsabilité de l'éditeur. Les positions qui y sont exprimées ne reflètent pas les vues de l'agence de financement. Cette publication est distribuée gratuitement et ne peut être utilisée à des fins de campagne électorale.

ROSA LUXEMBURG STIFTUNG
BRUSSELS OFFICE

08/11/2022